



TRANSITION INACHEVÉE ET CORRUPTION SYSTÉMIQUE AU GUATEMALA

Points clés

- 1. La trajectoire politique du Guatemala incarne une démocratisation inachevée** : ouverte par des avancées électorales prometteuses, elle a été rapidement verrouillée par une coalition d'intérêts politiques, économiques et judiciaires qui, après 2016, a consolidé une kleptocratie stable, neutralisant les mécanismes de contrôle et étouffant la lutte anticorruption.
- 2. L'expérience de la *Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala (CICIG)* a démontré qu'une coopération internationale ciblée pouvait fragiliser ces réseaux**, mais aussi combien ces avancées restent vulnérables à une contre-offensive coordonnée des élites politiques et financières.
- 3. La démocratie électorale ne suffit pas à elle seule** : l'élection de Bernardo Arévalo en 2023 a rouvert une fenêtre démocratique fragile, que les structures judiciaires capturées continuent de restreindre.
- 4. La consolidation démocratique suppose des leviers structurels**, incluant un arbitre électoral réellement indépendant, une stratégie de lutte anticorruption, des sanctions ciblées efficaces et un suivi précis des indicateurs de capture institutionnelle.



Iván Velásquez

SOMMAIRE



| | |
|--|---|
| Chronologie | 2 |
| I. Contexte | 3 |
| II. La lutte anticorruption et la création de la CICIG (2007-2016) | 4 |
| III. De la démocratisation contrariée à la capture de l'État (2016-2023) | 5 |
| IV. 2023-2025 : une fenêtre démocratique sous tension | 6 |
| v. Conséquences sociales de la corruption | 8 |
| VI. Leçons opérationnelles | 8 |
| Sources | 9 |

CHRONOLOGIE

27 JUIN 1954

Coup d'État soutenu par les États-Unis ; **chute de Jacobo Árbenz.**

1^{er} AOÛT 2007

Création de la CICIG par accord avec l'ONU.

2016-2019

Réforme électorale puis démantèlement progressif de l'architecture anticorruption.

12 JUIN 2025

Sanctions ciblées de Conseil de l'Union européenne contre des acteurs de la capture judiciaire.

29 DÉCEMBRE 1996

Signature des **Accords de paix** ; fin officielle de la guerre civile.

3 SEPTEMBRE 2015

Démission d'Otto Pérez Molina après **le scandale « La Línea »** et les mobilisations.

14 JANVIER 2024

Investiture de Bernardo Arévalo, premier président progressiste depuis 1954.

I. CONTEXTE

HÉRITAGES AUTORITAIRES ET CONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE INACHEVÉE (1954 - 1996)

Le Guatemala est classé au 97^e rang mondial selon l'indice démocratique 2025 de *The Economist Intelligence Unit*, avec une note de 4,55 sur 10, le rangeant parmi les « **régimes hybrides** ». Des journalistes d'investigation sont poursuivis et parfois détenus de longs mois après avoir révélé des affaires de corruption. Des procureurs, juges et autres acteurs de la justice anticorruption sont aussi inculpés, incarcérés ou poussés à l'exil. Des défenseurs des droits humains, de l'environnement et des leaders indigènes ou communautaires engagés dans des mobilisations prodémocratie sont visés par des menaces, agressions et accusations graves (terrorisme, sédition), avec recours fréquent à la détention provisoire. Il n'est pas documenté de campagne récente de disparitions forcées massives d'opposants, mais les poursuites pénales, la violence ciblée et l'exil constituent le cœur des **mécanismes répressifs**.



Cette carte est indissociable du texte qui l'accompagne.
 Carte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

Le 27 juin 1954, un **coup d'État soutenu par les États-Unis** et la *Central Intelligence Agency* (CIA) renverse le président Jacobo Árbenz. Cette opération vise à protéger les intérêts de *United Fruit Company* et inaugure une longue période d'**autoritarisme militaire**. À partir de 1960, des mouvements de guérilla affrontent les forces armées, culminant avec le coup d'État du 23 mars 1982 et la politique de contre-insurrection du général Efraín Ríos Montt, marquée par des **massacres de masse des autochtones**. Environ 200 000 personnes ont été tuées et 45 000 portées disparues durant le conflit.

Les Accords de paix signés le 29 décembre 1996 sous la présidence d'Álvaro Arzú mettent officiellement fin à la guerre civile. Ils prévoient la démobilisation des rebelles, une réduction du rôle de l'armée et une réforme politique visant à intégrer davantage les populations autochtones. Mais si la guerre civile s'achève, le conflit laisse derrière lui une **architecture institutionnelle extrêmement fragile**. Le système partisan demeure peu structuré : selon la Bertelsmann Stiftung, les partis guatémaltèques obtiennent un score faible (3/10 en 2024) sur l'indicateur d'institutionnalisation (1).

Cette faiblesse structurelle contribue à **l'instabilité chronique de la représentation politique** et facilite **l'influence des élites économiques**. Les inégalités structurelles (60 % de pauvreté, 50 % de malnutrition infantile) et la dépendance aux États-Unis comme principal partenaire économique ont maintenu un système vulnérable aux dynamiques de corruption.

II. LA LUTTE ANTICORRUPTION ET LA CRÉATION DE LA CICIG (2007 - 2016)

1. UNE INNOVATION INSTITUTIONNELLE

La **Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala** (CICIG) est créée en 2007, à la suite d'un accord signé en 2006 entre le gouvernement guatémaltèque et l'ONU. L'accord est validé par la Cour constitutionnelle puis ratifié par le Congrès, ce qui rend politiquement possible de confier à un organe international, mais inséré dans le système judiciaire national, le mandat d'enquêter sur ces structures, d'appuyer le ministère public et de proposer des réformes institutionnelles. (17)



La mise en place de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, soutenue par l'ONU, sous la présidence d'Álvaro Colom.

La Commission est dirigée par un commissaire nommé par le secrétaire général de l'ONU, successivement le procureur espagnol Carlos Castresana, le Costa-ricain Francisco Dall'Anese puis le magistrat colombien Iván Velásquez. Elle est financée exclusivement par des contributions volontaires d'États donateurs (Union européenne, États-Unis, pays du groupe G13, pays nordiques, etc.), versées dans un fonds fiduciaire administré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sans contribution du budget guatémaltèque, ce qui garantit son autonomie financière. (16) Cette externalisation partielle de la fonction de contrôle pallie une faiblesse chronique de la justice guatémaltèque.

Sur le plan opérationnel, la CICIG est une **structure « hybride » composée de personnel international et national** (juristes, enquêteurs, analystes), travaillant avec une unité spéciale du ministère public et avec un contingent restreint de policiers guatémaltèques spécialement sélectionnés et détachés auprès de cette unité pour les enquêtes et la protection. Elle dispose d'un pouvoir d'enquête et peut agir comme co-procureur devant les tribunaux, mais elle n'a ni pouvoir propre de perquisition ni force armée : les mandats de perquisition et d'arrêt sont délivrés par les juges guatémaltèques et exécutés par le ministère public et la Police nationale civile, que la CICIG accompagne lors des opérations, les hommes en armes sont donc des policiers guatémaltèques, non une « police » de la CICIG.

Entre 2007 et la fin de son mandat en 2019, la Commission a contribué à plus de 110 affaires pénales, à l'identification de plus de 60 structures criminelles et à la mise en cause de plus de 680 personnes, dont des ex-présidents, ministres, militaires et hommes d'affaires, ce qui a **temporairement modifié le rapport de force entre exécutif, justice et élites économiques.**

2. L'AFFAIRE « LA LÍNEA » ET LA MOBILISATION POPULAIRE DE 2015

Le 16 avril 2015, la CICIG révèle **le scandale « La Línea »**, un système de détournement douanier contrôlé depuis la présidence. Le choc provoque un vaste mouvement civique qui aboutit à la **démission d'Otto Pérez Molina**. Cette séquence montre que, dans un contexte de corruption systémique, une structure internationale peut déclencher une dynamique interne de mobilisation.



Manifestation contre la corruption et pour la chute du président en mai 2015.

3. LES RÉFORMES ÉLECTORALES DE 2016

En 2016, le Congrès **réforme la Loi électorale et des partis politiques**. Le Tribunal Supremo Electoral de Guatemala obtient en théorie plus de pouvoirs. Dans les faits, il reste structurellement dépendant : son budget demeure limité, et il ne dispose pas des moyens de sanctionner efficacement les financements occultes. (2)

III. DE LA DÉMOCRATISATION CONTRARIÉE À LA CAPTURE DE L'ÉTAT (2016-2023)

1. FORMATION DU « PACTE DES CORROMPUS »

À partir de 2016, un réseau informel, rapidement surnommé **« pacto de corruptos »**, émerge. Il associe parlementaires, hauts magistrats et élites économiques. Ce réseau cherche moins à gouverner qu'à **neutraliser toute menace institutionnelle à ses intérêts** : réformes anticorruption, enquêtes judiciaires, contrôle électoral.

2. NEUTRALISATION DES CONTRE-POUVOIRS ET FERMETURE DE LA CICIG

Le tournant se produit en 2017 avec la confrontation entre le président Jimmy Morales et Iván Velásquez Gómez. En 2019, la **fermeture de la CICIG met fin à un dispositif qui avait constitué l'unique contrepoids opérationnel au pouvoir des élites**. La capture judiciaire s'accélère : la Cour Suprême (*Corte Suprema de Justicia de Guatemala*) n'est plus renouvelée, maintenant en place des magistrats politiquement alignés.

3. RÉPRESSION ET JUDICIARISATION DES OPPOSITIONS SOCIALES

La **répression se fait moins visible que dans les régimes autoritaires classiques** : elle passe par des procédures judiciaires sélectives, l'usage de mandats d'arrêt, la criminalisation des mobilisations locales et le ciblage des journalistes critiques, comme José Rubén Zamora. La stratégie vise à **user les contre-pouvoirs civiques** plutôt qu'à les écraser frontalement.

IV. 2023-2025 : UNE FENÊTRE DÉMOCRATIQUE SOUS TENSION

1. VICTOIRE ÉLECTORALE DE BERNARDO ARÉVALO ET ESPOIRS CIVIQUES

L'élection de Bernardo Arévalo en 2023 ouvre une brèche inattendue dans cet édifice. Son parti, Semilla, parvient à fédérer des électeurs urbains et jeunes autour d'un programme centré sur l'intégrité publique. Cette victoire est d'autant plus remarquable que le parti disposait de ressources limitées face aux machines électorales traditionnelles.



Investiture de Bernardo Arévalo le 15 janvier 2024.

2. LES MÉCANISMES PERSISTANTS DE LA CAPTURE JUDICIAIRE

Mais cette alternance n'entame pas le contrôle exercé sur la justice et le ministère public. Le *Ministerio Público de Guatemala*, dirigé par Consuelo Porras, reste le principal levier d'obstruction. Les procédures visant à suspendre Semilla montrent que la structure judiciaire fonctionne comme un rempart défensif des élites. Selon le BTI, l'indépendance judiciaire est évaluée à 2/10 en 2024, un niveau particulièrement bas dans la région. (3)

3. RÉPONSES INTERNATIONALES ET LIMITES

Face à la fermeture de l'espace démocratique, une série de **réponses coordonnées ont émergé au niveau international** :

- **Sanctions ciblées européennes** : Le 12 juin 2025, le **Conseil de l'Union européenne adopte des sanctions** contre six acteurs jugés responsables de la capture judiciaire et de l'entrave au processus électoral. Parmi eux figurent le juge Jimi Rodolfo Bremer Ramírez, connu pour ses décisions contre le parti Semilla, ainsi que la *Fundación contra el Terrorismo*, organisation parajudiciaire liée aux campagnes d'intimidation contre magistrats et journalistes. Les sanctions consistent en un gel des avoirs et une interdiction de séjour dans l'UE.
- **Restrictions américaines** : Depuis 2021, le *United States Department of State* a également inscrit plusieurs responsables guatémaltèques sur la « *Engel List* », une **liste de personnalités interdites d'entrée aux États-Unis pour corruption et atteintes à la démocratie**. En 2024 et 2025, ces mesures ont été étendues à des magistrats et hauts fonctionnaires liés à la paralysie judiciaire (5).
- **Pressions diplomatiques multilatérales** : L'*Organisation des États Américains* et l'ONU ont multiplié les déclarations publiques sur la nécessité de respecter le résultat de l'élection présidentielle et de garantir l'indépendance des institutions électorales. Ces positions ont fourni une **légitimité politique internationale** au gouvernement Arévalo mais sans outils coercitifs réels.

Les effets ont été tangibles mais limités : si les sanctions ont affaibli la légitimité internationale de certains acteurs judiciaires et restreint leur marge de manœuvre à l'étranger, elles n'ont pas entraîné de recomposition interne des rapports de force. Les acteurs sanctionnés sont restés en poste, protégés par les réseaux politiques et économiques locaux. Cette asymétrie entre pression externe et résilience interne illustre la difficulté de transformer une dynamique de capture sans leviers structurels internes.



Gloriosa Victoria de Diego Rivera, 1954, traitant le coup d'État orchestré par les États-Unis au Guatemala

V. CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA CORRUPTION

1. SYSTÈME INSTITUTIONNEL SCLÉROSÉ

La capture des institutions produit un État à faible capacité fonctionnelle :

- une justice paralysée par les **blocages internes**,
- une administration **incapable de réguler efficacement**,
- un **système politique dominé par des partis de circonstance**.

Le BTI attribue au Guatemala une note de 3,5/10 sur la qualité de gouvernance en 2024, marquant une lente érosion depuis 2016. (4)

2. INÉGALITÉS ET MARGINALISATION DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Les populations autochtones, représentant 44 % de la population, concentrent **la pauvreté, les discriminations et l'exclusion politique**. Les politiques publiques, centralisées et clientélistes, reproduisent les rapports de pouvoir historiques. L'absence d'infrastructures de base et l'inégale distribution des investissements publics alimentent un **cercle de marginalisation**.

VI. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

- **Indépendance de l'arbitre électoral**

Le renforcement du *Tribunal Supremo Electoral* doit passer par une **autonomie budgétaire et institutionnelle réelle**. Sa faiblesse constitue aujourd'hui un verrou structurel.

- **Architecture anticorruption distribuée**

L'expérience de la CICIG a montré qu'**un mécanisme extérieur peut produire des effets rapides**, mais qu'ils ne sont durables que s'ils s'accompagnent d'un ancrage national solide.

- **Sanctions ciblées et protection des contre-pouvoirs**

Les sanctions internationales doivent être accompagnées par des **mesures de protection concrètes pour les journalistes, magistrats et militants**.

- **Suivi rigoureux des indicateurs de basculement démocratique**

Observer les nominations judiciaires, les attaques contre la presse, les blocages institutionnels et la dynamique parlementaire permet d'**anticiper la fermeture ou l'élargissement de la fenêtre démocratique**.

- **Soutien à la société civile**

Les **coalitions citoyennes locales**, comme celles apparues en 2015, jouent un rôle décisif lorsqu'elles s'articulent à des **stratégies internationales coordonnées**.

V. SOURCES

1. Bertelsmann Stiftung, *BTI 2024 – Guatemala*, Political Transformation.
2. Ibid., Democratic Institutions – Electoral Management.
3. Ibid., Rule of Law.
4. Ibid., Governance Index.
5. Engel List Sanctions, United States Department of State, 2024–2025.
6. Democracy Index 2024, The Economist Intelligence Unit.
7. *Guatemala: Council sanctions individuals undermining democracy*, Council of the European Union, 12 juin 2025.
8. *Guatemala's Democracy Still Needs International Support*, Human Rights Watch, 17 juin 2025.
9. Freedom in the World 2025, Freedom House.
10. *Guatemala: une démocratie plus fragile que jamais*, Le Monde, 31 mai 2019.
11. *Guatemala Overview*, World Bank, 2024.
12. Informe de labores CICIG 2007–2019, CICIG.
13. *Renuncia Ya : la chute d'Otto Pérez Molina*, El País, 31 mai 2015.
14. *EU Election Observation Mission Guatemala 2023*, European Union Election Observation Mission.
15. Global Organized Crime Index 2024 – Guatemala.
16. CICIG, *Frequently asked questions about the International Commission against Impunity in Guatemala* (CIGIG)
17. Agreement between the United Nations and the State of Guatemala on the Establishment of an International Commission Against Impunity in Guatemala (CICIG)